Conditions générales relatives aux services
<table>
<thead>
<tr>
<th>Numéro</th>
<th>Titre</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Interprétation</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>Autorité contractante du Musée</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>Autorité responsable du projet pour le Musée</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>Cession et sous-traitance</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>Administrateurs et ayants droit</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>6</td>
<td>Députés fédéraux</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>7</td>
<td>Pots-de-vin et conflit d’intérêts</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>8</td>
<td>Statut de l’Entrepreneur</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>9</td>
<td>Début des Travaux et rendement de l’Entrepreneur</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>10</td>
<td>Respect des délais et Retards, Force Majeure et Conformité aux normes sanitaires</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>11</td>
<td>Conformité aux lois applicables</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>12</td>
<td>Sanctions internationnes</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>13</td>
<td>Confidentialité</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>14</td>
<td>Protection et Sécurité des Données</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>15</td>
<td>Titres de propriété intellectuelle et autres titres, y compris les droits d’auteur</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>16</td>
<td>Emploi de main-d’œuvre et de matériaux canadiens</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>Biens du Musée</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>18</td>
<td>Non-paiement en cas d’erreurs ou d’omissions</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>Fraude</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>20</td>
<td>Assurances</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>21</td>
<td>Assurance responsabilité professionnelle</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>22</td>
<td>Documents supplémentaires</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>23</td>
<td>Indemnisation contre les réclamations</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>24</td>
<td>Garanties de l’Entrepreneur</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>25</td>
<td>Garantie (s’appliquant selon le type de Travaux)</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>26</td>
<td>Inspection et acceptation des Travaux</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>27</td>
<td>Résiliation pour un motif valable</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>28</td>
<td>Autorisations de sécurité</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>Harcèlement en milieu de travail</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>30</td>
<td>Santé et sécurité et particularités de la COVID, d’une pandémie ou des normes sanitaires</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>31</td>
<td>Conflits de travail sur le chantier</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>32</td>
<td>Alcool et drogues</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>33</td>
<td>Milieu de travail sans fumée</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>34</td>
<td>Collaboration avec d’autres experts-conseils et Entrepreneurs</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>35</td>
<td>Obligations solidaire et indivisible</td>
<td>16</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TABLE DES MATIÈRES**
1 INTERPRÉTATION

1.1 Le terme « Entrepreneur » désigne la personne, l'entreprise, l'agence, l'entité, l'artiste, le fournisseur, l'architecte, l'ingénieur ou l'expert-conseil qui est agréé ou autrement autorisé à exercer des activités dans la province ou le territoire où se situent les Travaux, et qui sera embauché par le Musée pour fournir des biens, des services, des services de conception, d'études, d'ingénierie, d'architecture et/ou autre des services spécialisés pour l'exécution des Travaux.

1.2 Le terme « Musée » désigne le Musée canadien de l'histoire et/ou le Musée canadien de la guerre, selon le cas.

1.3 Le terme « Contrat » désigne la lettre d'accord ou le bon de commande envoyé à l'Entrepreneur ou bien la convention écrite conclue par le Musée et l'Entrepreneur retenu conformément aux documents émis par le Musée, y compris toutes les modifications publiées, les conditions générales, toute négociation ou tout changement (que le Musée peut approuver à son entière discrétion), les annexes ou tout autre document précisé ou cité faisant partie du Contrat. Dans le Contrat, sauf si le contexte exige une interprétation contraire, le singulier inclut le pluriel, et vice versa; de la même manière, le masculin inclut le féminin.

1.4 Le terme « Travaux » désigne l'ensemble des services, activités, biens, équipements, articles et objets que l'Entrepreneur doit effectuer, livrer ou fournir en vertu du Contrat.

2 AUTORITÉ CONTRACTANTE DU MUSÉE

2.1 L'Autorité contractante est investie des pouvoirs et responsabilités qui suivent :

.1 Elle répond aux demandes de renseignements concernant les modalités du Contrat et est responsable des modifications y afférentes;

.2 Elle seule peut autoriser des modifications au Contrat;

.3 Elle seule peut lier le Musée par contrat;

.4 Elle voit à la résolution des différends découlant du Contrat.

3 AUTORITÉ RESPONSABLE DU PROJET POUR LE MUSÉE

3.1 L'Autorité responsable du projet est investie des pouvoirs et responsabilités qui suivent :

.1 Elle veille à la gestion de l'ensemble du cycle de vie des Travaux;

.2 Elle répond à toutes les demandes de renseignements ayant trait aux Travaux;

.3 Elle recommande, au besoin, une prolongation ou des modifications au Contrat;

.4 Elle approuve les factures de l'Entrepreneur après avoir vérifié l'exécution en bonne et due forme des Travaux prévus au Contrat;

.5 Elle autorise la clôture du projet;

.6 Elle produit et diffuse des données sur le rendement de l'Entrepreneur.

4 CESSION ET SOUS-TRAITANCE

4.1 L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat ni sous-traiter quelque partie des Travaux sans le consentement préalable écrit du Musée, qui ne peut le refuser sans un motif raisonnable. Aucun Contrat de sous-traitance ayant été autorisé au préalable par le Musée ne dégage l'Entrepreneur de ses obligations aux termes du Contrat ni ne dévole des responsabilités au Musée. Dans tout Contrat de sous-traitance, l'Entrepreneur doit lier le sous-expert-conseil et le sous-traitant par les mêmes conditions qui lient l'Entrepreneur au Contrat.

5 ADMINISTRATEURS ET AYANTS DROIT

5.1 Sous réserve des modalités établies aux présentes, le Contrat est au bénéfice des héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit des parties aux présentes, qui sont tous par
aileurs liés par ses dispositions.

6 DÉPUTÉS FÉDÉRAUX
6.1 Les députés fédéraux ne peuvent participer à la totalité ou à une partie du Contrat, ni aux avantages en découlant.

7 POTS-DE-VIN ET CONFLIT D'INTÉRÊTS
7.1 L'Entrepreneur déclare et garantit :
   .1 qu’aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n’a été payé, donné, promis ou offert par l’Entrepreneur à quiconque en raison ou en vue de la conclusion du Contrat;
   .2 qu’il n’a engagé personne pour solliciter ou garantir la conclusion du Contrat en contrepartie d’une commission, d’un pourcentage, d’honoraires de courtage ou conditionnels;
   .3 qu’il n’a aucun intérêt pécuniaire dans l’entreprise d’un tiers qui pourrait altérer son objectivité pour ce qui est de l’exécution des Travaux.

8 STATUT DE L’ENTREPRENEUR
8.1 Rien, dans le Contrat, ne sera interprété comme établissant entre les parties un partenariat, une coentreprise ou une relation employeur-employé, et aucune des parties n’a le pouvoir de lier l’autre à l’égard des droits ou obligations du présent Contrat, de quelque manière que ce soit. L’Entrepreneur est engagé à titre d’entrepreneur indépendant sous le régime du Contrat. Ni l’Entrepreneur ni les membres de son personnel ne sont engagés à titre d’employés, d’agents ou de commis du Musée. L’Entrepreneur assume l’entièe responsabilité de l’ensemble des paiements et des déductions requis aux fins de l’assurance-emploi, de l’indemnisation des accidentés du travail, de l’impôt sur le revenu ou à d’autres fins.

9 DÉBUT DES TRAVAUX ET RENDEMENT DE L’ENTREPRENEUR
9.1 L’Entrepreneur ne peut commencer les Travaux avant que les deux parties n’aient signé le Contrat ou que l’Autorité contractante ne l’ait autorisé par écrit à entreprendre les Travaux plus tôt.
9.2 L’Entrepreneur doit exécuter les Travaux promptement et efficacement, conformément aux modalités du Contrat et aux normes de qualité reconnues dans l’industrie.

10 RESPECT DES DÉLAI S ET RETARDS, FORCE MAJEURE ET CONFORMITÉ AUX NORMES SANITAIRES
10.1 Il est essentiel que les Travaux soient strictement exécutés dans les délais prévus au Contrat. L’Entrepreneur sera en demeure par les termes mêmes du contrat en raison de tout retard lui étant attribuable.
10.2 L’Entrepreneur doit aviser rapidement le Musée par écrit de tout événement qui retarder ou risque de retarder les Travaux. Si, en cas de Force Majeure ou pour toute autre raison qui échappe à la volonté
de l’Entrepreneur, une partie des Travaux a été retardée ou risque d’être retardée, le Musée peut, à son entière discrétion, considérer qu’il s’agit d’un « retard justifiable » et prolonger le délai d’exécution prévu pour la partie des Travaux en cause. Dans un tel cas, l’Entrepreneur doit informer l’Autorité contractante, dans les cinq (5) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à son approbation un plan de redressement clair qui détaille les étapes qu’il propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l’événement qui a causé le retard.

10.3 Force Majeure
En cas de Force Majeure, le Musée communiquera avec l’Entrepreneur pour établir un nouvel échéancier ou bien pour mettre fin à ce Contrat, dans le cas échéant chaque partie assumera ses frais. Constitue une force majeure la survenance d’un événement fortuit auquel il est impossible de résister ou d’empêcher et qui a pour effet de rendre l’une ou l’autre des parties incapables d’exécuter une ou plusieurs obligations qui lui incombent en vertu du Contrat.

10.4 Conformité aux normes sanitaires
Dans le cas où le Musée n’est pas en mesure de procéder avec ce Contrat dû à la COVID ou bien à une autre pandémie ou à d’autres restrictions sanitaires, le Musée communiquera avec l’Entrepreneur pour établir un nouvel échéancier ou bien pour mettre fin à ce Contrat. Dans le cas échéant, c.à.d. dans le cas d’une résiliation du Contrat, il sera entendu et convenu qu’il ne devra y avoir aucune réclamation pour dommages par l’Entrepreneur. Les parties seront réputées être libérées des obligations qui leur incombent selon les présentes, y compris, mais sans s’y limiter, les dommages indirects ou collatéraux, les préjudices particuliers ou les dommages ou manques à gagner découlant de la résiliation du Contrat.

10.5 Le Musée ne sera pas responsable des frais engagés par l’Entrepreneur ou l’un de ses sous-experts-conseils, sous-traitants ou mandataires par suite d’un retard justifiable.

11 CONFORMITÉ AUX LOIS APPLICABLES

11.1 Pour s’acquitter des obligations du Contrat, l’Entrepreneur devra respecter l’ensemble des lois, des règlements, des ordonnances et des codes établis périodiquement par les autorités gouvernementales fédérales, provinciales, municipales ou autres relativement à ses Travaux. L’Entrepreneur devra également se conformer aux normes d’emploi provinciales (ou territoriales), aux règles relatives à la santé et à la sécurité au travail et aux lois relatives aux droits de la personne. L’Entrepreneur devra veiller à ce que tous ses employés et ceux de ses sous-experts-conseils ou sous-traitants soient rétribués de façon équitable.

11.2 Sur demande raisonnable du Musée, l’Entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.

11.3 L’Entrepreneur doit obtenir et tenir à jour, à ses propres frais, tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l’exécution des Travaux. Sur demande de l’Autorité contractante, il doit remettre une copie de tout document obligatoire, notamment permis, licence, approbation réglementaire ou certification.

12 SANCTIONS INTERNATIONALES

12.1 Les personnes au Canada ainsi que les personnes canadiennes se trouvant à l’étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le Musée ne peut accepter la livraison d’aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d’un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

12.2 L’Entrepreneur ne doit pas fournir au Musée un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.

12.3 L’Entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au Régime des sanctions imposées par le Canada pendant la période du Contrat. L’Entrepreneur doit immédiatement aver le Musée s’il est dans l’impossibilité d’exécuter le Contrat suite à l’imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l’ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne
peuvent alors s’entendre sur un plan de redressement, le Contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l’article 40.

13 CONFIDENTIALITÉ

13.1 À l’exception de l’information du Musée qui est du domaine public, l’Entrepreneur convient que l’information qui lui a été transmise (notamment l’information contenue dans le Contrat, l’information utilisée ou divulguée relativement aux Travaux ou pendant l’exécution des Travaux ainsi que les renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE) et la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. (1985), ch. P-21), est privée et doit être traitée avec le plus haut degré de prudence nécessaire à sa protection.

13.2 L’Entrepreneur doit en tout temps prendre les mesures qui s’imposent, y compris les mesures faisant partie des instructions du Musée, pour protéger l’information confidentielle mentionnée ci-dessus contre l’espionnage, le sabotage, le feu, le vol et tout autre risque de perte ou de dommage.

13.3 L’Entrepreneur utilisera cette information confidentielle pour le seul compte du Musée et selon les desseins du Musée, et non pour son propre compte ou à des fins personnelles.

13.4 L’Entrepreneur respectera le Contrat à la lettre afin que ses actes ou ses omissions ne placent pas le Musée en contravention d’une loi applicable en matière d’accès, de collecte, d’utilisation, de divulgation, d’entreposage de conservation ou de la destruction de renseignements personnels, y compris la LPRPDE et la Loi sur la protection des renseignements personnels.

14 PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES

14.1 L’Entrepreneur doit s’assurer que toutes les bases de données renfermant des renseignements liés aux Travaux sont situées au Canada ou, si l’Autorité contractante a donné son consentement au préalable, par écrit, dans un autre pays où :

a. les renseignements personnels jouissent d’une protection équivalente à celle du Canada en vertu de lois comme la Loi sur la protection des renseignements personnels, et la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE), la Loi sur la protection des renseignements personnels et de toute politique applicable du gouvernement du Canada;

b. les lois ne permettent pas au gouvernement de ce pays ou à toute autre entité ou personne de demander ou d’obtenir le droit d’examiner ou de copier des renseignements liés au Contrat sans le consentement écrit préalable de l’Autorité contractante, sauf si la loi l’exige.

Pour donner son consentement en vue d’établir une base de données dans un autre pays, l’Autorité contractante peut, à son choix, demander à l’Entrepreneur de fournir un avis juridique (d’un avocat qualifié dans le pays étranger) à l’effet que les lois de ce pays respectent les exigences décrites ci-dessus ou encore de rembourser au Musée l’obtention de cet avis. Le Musée a le droit de rejeter toute demande visant le stockage de ses données dans un autre pays si leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité peuvent être menacées. Le Musée peut également exiger que les données transmises ou traitées à l’extérieur du Canada soient chiffrées au moyen d’une cryptographie approuvée par le Musée, qui reflète le niveau de sensibilité des informations personnelles / données / informations confidentielles, et que la clé privée requise pour déchiffrer les données soit gardée au Canada, conformément aux processus de gestion et de conservation des clés approuvés par le Musée.

14.2 L’Entrepreneur doit contrôler l’accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au Contrat, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d’un mot de passe ou d’un autre moyen d’accès (comme des mesures de contrôle biométrique).

14.3 L’Entrepreneur doit s’assurer que toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au Contrat ne sont pas reliées physiquement ou logiquement à toutes les autres bases de données des clients de l’Entrepreneur, (c’est-à-dire qu’il n’y a aucune connexion directe ou
14.4 L’Entrepreneur doit s’assurer que toutes les données liées au Contrat sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'Autorité contractante conformément au paragraphe 14.1.

14.5 L’Entrepreneur doit s’assurer que le trafic sur le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s’effectue exclusivement au Canada, sauf si l'Autorité contractante a approuvé au préalable, par écrit, une autre route. L'Autorité contractante prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission des données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 14.1.

14.6 Malgré toute disposition des conditions générales relative à la sous-traitance, l'Entrepreneur ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du Contrat sans le consentement écrit préalable de l'Autorité contractante.

14.7 L’Entrepreneur doit mettre en œuvre et maintenir des procédures de sécurité permettant de protéger toutes les données contre les attaques de sécurité.

14.8 L’Entrepreneur mettra en œuvre et maintiendra une série de mesures de sécurité conçues pour protéger les informations personnelles contre la perte, le vol ou toute consultation, communication, reproduction, utilisation ou modification non autorisée. Ces mesures de sécurité doivent inclure, sans toutefois s'y limiter, des mesures physiques, administratives et techniques raisonnables compte tenu de la sensibilité des informations et de leur utilisation, leur quantité, leur diffusion et leur support.

14.9 L’Entrepreneur doit signaler immédiatement toute atteinte aux mesures de sécurité en envoyant un avis au Responsable du projet et à l'Autorité contractante.

14.10 L'avis doit inclure suffisamment d'informations pour permettre au Musée de comprendre l'importance de la violation des renseignements personnels ou des mesures de sécurité, et de prendre, le cas échéant, des mesures propres à réduire le risque de préjudice pour les personnes touchées ou le Musée pouvant en résulter ou à l'atténuer. L'avis doit contenir au minimum :

a. La date ou la date estimée de l’atteinte ;

b. La description générale des circonstances de l’atteinte ;

c. La nature des renseignements concernés par l’atteinte ; et,

d. Toute autre information pertinente.

15 TITRES DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES TITRES, Y COMPRIS LES DROITS D'AUTEUR

15.1 Les documents techniques (y compris les rapports et les prototypes produits par l’Entrepreneur aux fins de l’exécution des Travaux prévu dans le Contrat) sont cédés au Musée et demeurent sa propriété exclusive. L’Entrepreneur doit en remettre une copie au Musée. L’Entrepreneur lui est entièrement redevable, selon les conditions établies par le Musée, en ce qui a trait à ces documents et prototypes.

« Document technique » s’entend de toute information consignée, y compris les rapports, les documents de travail liés au service, dont les concepts, les rapports de nature technique ou autre, les photographies, les dessins, les plans, les spécifications et les logiciels pouvant ou non être protégés par un droit d’auteur.

15.2 Les données techniques et les inventions conçues ou mises au point, ou encore mises à exécution pour rendre les services prévus dans le Contrat sont la propriété exclusive du Musée, et l’Entrepreneur n’a aucun droit à leur égard.

15.3 L’Entrepreneur transfère tous les droits de propriété intellectuelle (droits d’auteur, brevets, marque déposée, secrets commerciaux, dessins industriels) et renonce aux droits moraux sur tout matériel créé faisant partie du présent Contrat ou produit au cours de l'exécution de celle-ci.

15.4 Si, en vertu d'une loi quelconque, les droits de l'Entrepreneur lui sont restitués, ce dernier accorde au
Musée une licence perpétuelle, mondiale, libre de droits et irrévocable lui permettant d'exercer les droits reconnus aux termes de la législation en vigueur sur la propriété intellectuelle. Cette licence prend effet à compter de la date de la réversion des droits de l'Entrepreneur.

15.5 L'Entrepreneur garantit au Musée la jouissance entière et libre de ses droits et se porte garant contre tous troubles, revendications ou évictions, notamment contre toute revendication et toute poursuite en raison de contrefaçons, de diffamation, d'atteinte à la vie privée d’autrui ou aux bonnes mœurs.

16 EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE MATÉRIAUX CANADIENS

17 BIENS DU MUSÉE
17.1 L’Entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens du Musée dont il a la possession ou le contrôle. S’il ne s’acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l’usure normale.

18 NON-PAIEMENT EN CAS D’ERREURS OU D’OMISSIONS
18.1 L’Entrepreneur n’a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux Travaux et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des services.

19 FRAUDE
19.1 En cas de fraude commise par des employés ou des agents de l’Entrepreneur, ce dernier est responsable des pertes subies par le Musée, notamment la perte de revenus et de biens acquis ainsi que tous les frais engagés par le Musée du fait de la fraude.

20 ASSURANCES
20.1 L’Entrepreneur est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses sous-experts-conseils, ses sous-traitants ou ses mandataires au Musée ou à tout tiers.
20.2 L’Entrepreneur doit, à ses frais, souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée du Contrat :
   .1 Une assurance responsabilité civile pour une protection minimale de dix millions de dollars (10 000 000 $) en monnaie canadienne, sans limitation, contre les préjudices corporels, les blessures (y compris les blessures mortelles) ou les dommages matériels causés par un événement particulier ou une suite d’événements attribuables à une même cause (et non à des causes multiples), assortie d’une franchise maximale de cinq mille dollars (5 000 $). Le certificat doit protéger, sans s’y limiter, les locaux et les installations de l’Entrepreneur, les véhicules ne lui appartenant pas dont il peut avoir la garde, le contrôle ou l’usage, les responsabilités contractuelles et les responsabilités particulières lui incombant aux termes du Contrat. Le Musée doit figurer à titre d’assuré supplémentaire sur le certificat, qui doit contenir une clause de responsabilité partagée entre les coassurés. À titre d’assuré supplémentaire, le Musée doit jouir d’une protection contre toute négligence de sa part découlant de l’exécution des Travaux, sans toutefois s’y limiter.
   .2 Une assurance de biens tous risques offrant une protection suffisante compte tenu de la valeur des biens du Musée confiés à l’Entrepreneur.
   .3 Une assurance d’indemnisation des accidentés du travail conforme aux lois en vigueur dans la province ou le territoire de résidence des employés de l’Entrepreneur, du sous-expert-conseil ou du sous-traitant ou, le cas échéant, dans le territoire où les Travaux sont exécutés.
20.3 L’Entrepreneur doit remettre au Musée, au moment de la signature du Contrat, le ou les certificats d’assurance attestant que les protections exigées sont en vigueur et énonçant que le Musée devra être avisé au moins soixante (60) jours à l’avance en cas d’annulation, d’expiration ou de modification importante des protections prévues au contrat d’assurance.
20.4 Les dispositions en matière d’assurance énoncées ci-dessus ne limitent pas les exigences réglementaires ou législatives de la municipalité, de la province ou du gouvernement fédéral en la matière. Les assurances doivent être souscrites par un assureur autorisé et elles doivent s’appliquer à l’endroit où les Travaux seront exécutés. L’Entrepreneur est entièrement responsable de la souscription aux assurances supplémentaires nécessaires pour se protéger lui-même ou pour s’acquitter des obligations que lui confère le Contrat. Toute assurance supplémentaire sera souscrite et maintenue en vigueur aux frais de l’Entrepreneur.

21 ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

21.1 Le montant de la couverture d’assurance de la responsabilité professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature et la portée des services visés et doit être en vigueur du début de la prestation des services jusqu’à l’expiration d’une période minimale de cinq (5) ans après la fin de la prestation des services. Le montant de la couverture d’assurance de la responsabilité professionnelle doit être :

.1 d’au moins 1 000 000 $ par réclamation et 2 000 000 $ au total pour un projet donné, lorsque les honoraires de l’Entrepreneur sont de moins de 100 000 $ ; et

.2 d’au moins 1 000 000 $ par réclamation et 5 000 000 $ au total pour un projet donné, lorsque les honoraires de l’Entrepreneur sont de 100 000 $ et plus.

21.2 Avis de résiliation de la couverture d’assurance : L’Entrepreneur doit immédiatement aviser le Musée par écrit après avoir été informé ou avoir reçu un préavis de résiliation ou de non-renouvellement de son assurance responsabilité professionnelle ou de toute réduction des limites de réclamation qu’il maintient.

22 DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

22.1 L’Entrepreneur doit, à ses frais, de manière prompte et diligente, signer les documents (notamment la lettre de préqualification pour le cautionnement et les attestations supplémentaires requises), les transmettre au Musée et prendre les mesures supplémentaires demandées à l’occasion par le Musée pour assurer l’exécution des Travaux, ainsi que pour établir et protéger les droits et les intérêts destinés à être créés au bénéfice du Musée.

23 INDEMNISATION CONTRE LES RÉCLAMATIONS

23.1 L’Entrepreneur doit en tout temps indemniser et exonérer de toute obligation le Musée, ses administrateurs, ses cadres, ses employés et toute autre personne qui relève de sa responsabilité aux yeux de la loi des pertes, des réclamations (y compris les réclamations provenant de membres du personnel de l’Entrepreneur en vertu d’une loi sur l’indemnisation des accidentés du travail ou l’assurance en milieu de travail), des erreurs, des sentences arbitrales, des jugements, des poursuites judiciaires par quiconque en raison de pertes de biens, de dommages à la propriété ou de destruction (y compris les pertes et les dommages subis par l’Entrepreneur), de blessures corporelles (y compris les blessures mortelles), de dépenses et de frais subis ou causés par le Musée en conséquence d’erreurs, d’omissions ou de gestes négligents de la part de l’Entrepreneur ou de ses employés, sous-experts-conseils, sous-traitants et mandataires, commis dans le cadre de l’exécution des services en vertu du Contrat ou de toute manière liée au Contrat.

23.2 L’obligation de l’Entrepreneur d’indemniser ou de rembourser le Musée en vertu du Contrat n’empêche pas le Musée d’exercer tout autre droit que lui confère la loi.

23.3 La présente clause demeurera en vigueur après la suspension, la résiliation ou l’achèvement de ce Contrat.

24 GARANTIES DE L’ENTREPRENEUR

24.1 L’Entrepreneur déclare et garantit :

.1 qu’il possède les titres et les qualités requis, ce qui comprend les licences, les permis, les
connaissances, les compétences et les capacités nécessaires pour exécuter les Travaux de façon efficace;

.2 qu’il dispose de tout ce qui est requis pour exécuter les Travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d’œuvre, la technologie, l’équipement et les matériaux.

24.2 L’Entrepreneur doit :

.1 fournir et soutenir le niveau d’attention, d’habileté et de diligence requis selon les pratiques professionnelles d’usage courant et les procédures mises en place par les organismes professionnels pour la prestation de services similaires au moment et à l’endroit où ces derniers sont fournis;

.2 fournir tout le nécessaire pour exécuter les Travaux;

.3 au minimum, appliquer les procédures d’assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l’industrie afin d’assurer le degré de qualité exigé en vertu du Contrat;

.4 sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;

.5 exécuter les Travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables au Canada et conformément aux exigences du Contrat;

.6 en temps opportun, soumettre, aux fins d’approbation du Musée, un échéancier des services à fournir suffisamment détaillé pour la taille et le degré de complexité du Contrat, et dans le format exigé;

.7 respecter l’échéancier approuvé et, si celui-ci doit être modifié, indiquer l’étendue et les motifs de ces modifications et obtenir l’approbation du nouvel échéancier auprès du Musée;

.8 superviser les activités de manière efficace afin d’assurer que la qualité de la main-d’œuvre répond aux exigences du Contrat.

24.3 Codes, règlements, licences, permis

.1 Dans le cadre de la prestation de services professionnels et de conception, l’Entrepreneur doit se conformer aux lois, aux codes, aux règlements et aux règlements municipaux qui s’appliquent à la conception et, le cas échéant, il doit examiner la conception avec les autorités publiques compétentes aux fins de demande et d’obtention des consentements, des approbations, des licences et des permis requis.

25 GARANTIE (S’APPLIQUANT SELON LE TYPE DE TRAVAUX)

25.1 L’Entrepreneur garantit que, pour une période de douze (12) mois à compter de la date d’achèvement des Travaux, l’ouvrage sera exempt de tout défaut de matériaux ou de fabrication, et conforme aux exigences énoncées dans tout Contrat intervenu entre les parties.

25.2 En cas d’inobservation de la garantie énoncée en 24.1, l’Entrepreneur devra à ses frais, refaire, réparer ou remettre en état la partie de l’ouvrage jugée défectueuse ou non conforme aux conditions énoncées dans une convention quelconque conclue avec le Musée.

25.3 Si les Travaux ou un élément quelconque des Travaux est jugé défectueux ou non conforme, le Musée peut, mais sans y être tenu, exiger que la réparation ou le remplacement se fasse dans les ateliers ou les établissements de l’Entrepreneur, et non dans l’installation où les travaux ont été exécutés, auquel cas l’Entrepreneur devra assumer l’intégralité des frais engagés pour le transport et la correction des Travaux ou de l’élément défectueux ou non conforme.

25.4 Si l’Entrepreneur omet de corriger le défaut ou la défectuosité dans les sept (7) jours civils qui suivent la réception d’un avis écrit à cet effet de la part du Musée, le Musée peut décider d’effectuer lui-même la correction, auquel cas il déduira les frais engagés des sommes dues à l’Entrepreneur aux termes du Contrat ou de tout autre contrat intervenu entre les parties.

25.5 L’Entrepreneur doit garantir tout le matériel fourni contre les défauts de fabrication et d’installation pour une période de douze (12) mois à compter de la date d’acceptation définitive des Travaux par l’Autorité responsable du projet ou pour quelque autre période plus longue précisée dans les spécifications
techniques. L’Entrepreneur doit transmettre au Musée les attestations de garanties émises par le fabricant des produits employés.

26 INSPECTION ET ACCEPATION DES TRAVAUX


26.2 L’Entrepreneur demeure responsable de la perte des Travaux occasionnée par un cas de force majeure tant que le Musée ne les a pas acceptés.

27 RÉSILIATION POUR UN MOTIF VALABLE

27.1 L’Entrepreneur sera en demeure par les termes mêmes du contrat dans les circonstances suivantes :

   .1 l’Entrepreneur n’exécute pas une obligation qui lui incombe aux termes du Contrat ou, de l’avis du Musée, ne contribue pas à l’avancement des Travaux et, par conséquent, met en péril l’exécution conforme du Contrat suivant les conditions y afférentes;

   .2 l’Entrepreneur fait faillite ou devient insolvuble, est visé par une ordonnance de séquestre, fait cession de ses biens au profit de ses créanciers, fait l’objet d’une ordonnance ou d’une résolution de liquidation, ou encore se réclame de quelque loi alors en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolvables.

Le Musée pourra alors, moyennant un avis écrit à l’Entrepreneur, résilier totalement ou partiellement le Contrat.

27.2 En cas de résiliation du Contrat, le Musée peut :

   .1 prendre des mesures, conformément aux conditions du Contrat, pour garantir l’achèvement des Travaux, auquel cas l’Entrepreneur sera redevable au Musée des coûts engagés pour mener les Travaux à terme même si les coûts engagés par le Musée excèdent ceux initialement établis dans le Contrat.

   .2 oblier l’Entrepreneur à lui livrer et à lui transférer ses titres de propriété liés aux Travaux achevés non livrés et acceptés avant la résiliation, aux matériaux ou Travaux en cours que l’Entrepreneur s’est procurés ou a produits aux fins d’exécution du Contrat.

27.3 En cas de résiliation du Contrat, le Musée : 

   .1 paiera à l’Entrepreneur tous les Travaux livrés à la suite d’une telle requête et acceptés par le Musée, selon les coûts engagés par l’Entrepreneur pour achever ces Travaux, additionnés de la proportion juste du coût établi aux termes du Contrat;

   .2 paiera l’Entrepreneur ou lui remboursera un montant juste et raisonnable pour les matériaux ou Travaux en cours livrés au Musée par suite de la requête;

   .3 pourra déduire des montants dus à l’Entrepreneur tout montant qu’il juge nécessaire pour payer les coûts additionnels qu’il s’attend à payer pour l’achèvement des Travaux.

28 AUTORISATIONS DE SÉCURITÉ

28.1 L’Entrepreneur doit se soumettre à une enquête de sécurité pour pouvoir accéder aux locaux du Musée.

28.2 L’Entrepreneur doit fournir au Musée, avant le début des Travaux, le nom de toutes les personnes qui seront présentes sur le chantier, à l’intérieur et à l’extérieur de l’aire de travail, pour participer à l’exécution des Travaux, qu’il s’agisse de ses propres employés ou d’employés d’un sous-expert-conseil ou d’un sous-traitant.

28.3 L’Entrepreneur et ses sous-experts-conseils et sous-traitants devront remettre au Musée, à sa
demande, les formulaires d’enquête de sécurité suivants dûment remplis, pour eux-mêmes ainsi que pour quiconque sera assigné à travailler au projet pour leur compte, avant le début des Travaux : Déclaration à l’égard des condamnations criminelles; consentement à la divulgation de renseignements personnels, soit les parties (1) Fiabilité, (2) Dossier criminel, (3) Crédit, (4) tout autre formulaire d’enquête de sécurité que le Musée peut raisonnablement exiger.

28.4 L’Entrepreneur doit faire en sorte que seul le personnel autorisé au terme d’une enquête de sécurité soit présent sur le chantier, conformément aux critères établis par le Musée.

29 HARCÈLEMENT EN MILIEU DE TRAVAIL

29.1 L’Entrepreneur reconnaît la responsabilité du Musée d’assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. En ce sens, l’Entrepreneur doit collaborer avec le Musée.

29.2 L’Entrepreneur ne doit pas, en tant qu’individu, ou en tant qu’entité constituée ou non en personne morale, par l’entremise de ses employés, de ses sous-experts-conseils ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer, intimider ou discriminer un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le Musée ou travaillant sous contrat pour celui-ci.

29.3 L’Entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l’Entrepreneur, l’Autorité contractante déterminera seule le bien-fondé de la plainte et décidera de toute mesure à prendre.

30 SANTÉ ET SÉCURITÉ ET PARTICULARITÉS DE LA COVID, D’UNE PANDÉMIE OU DES NORMES SANITAIRES

30.1 L’Entrepreneur doit assurer un milieu de travail sain et sécuritaire et se conformer aux lois et normes en matière de santé et de sécurité pertinentes. L’Entrepreneur doit fournir à tous ses employés des renseignements et des directives adéquats sur les préoccupations en matière de santé et de sécurité. L’Entrepreneur doit permettre à ses employés d’assumer leurs responsabilités en vue d’assurer un milieu de travail sain et sécuritaire.

30.2 Particularités de la COVID, d’une pandémie ou des normes sanitaires

L’Entrepreneur doit s’assurer :

.1 de se conformer et d’appliquer les dernières normes de santé et de sécurité ;
.2 d’appliquer les mesures d’hygiène de base de la Direction générale de la santé publique ;
.3 de faire la vérification de l’état de santé des travailleurs avant leur arrivée sur les lieux ;
.4 de planifier les Travaux pour respecter la distanciation physique pour la période applicable ;
.5 d’utiliser les équipements de protection individuelle spécifique tel qu’appllicable ; et
.6 de suivre les protocoles, les politiques et les directives du Musée.

31 CONFLITS DE TRAVAIL SUR LE CHANTIER

31.1 L’Entrepreneur doit tout tenter pour empêcher les grèves, les lockouts, le piquetage, le boycottage et autre conflit de travail à l’intérieur du chantier, ainsi que toute action perturbatrice pouvant nuire au Musée, à ses sociétés affiliées, à ses services ou à l’édifice.

31.2 En cas de grève ou de lockout du personnel de l’Entrepreneur qui l’empêche de rendre la totalité ou une partie des services, il doit, avec l’autorisation du Musée, prendre les mesures nécessaires pour assurer la prestation des services d’une façon qui n’ait les moins possible aux activités courantes du Musée, de ses sociétés affiliées et des autres occupants de l’édifice. Le Musée pourra prendre des dispositions afin de maintenir la propreté de l’édifice et fournir les autres services prévus au Contrat et, à cet égard, utiliser au besoin le matériel d’entretien que l’Entrepreneur a laissé dans l’édifice.

31.3 Si, pour des raisons de grève ou autre, l’Entrepreneur ne s’acquitte pas de ses obligations aux termes du Contrat dans les 24 heures suivant la signification par écrit d’un manquement, le Musée pourra résilier le Contrat, sans autre préavis et retenir les services d’un autre entrepreneur pour exécuter le
Contrat, ainsi que prendre toute autre mesure destinée à garantir l'exécution des Travaux de façon rapide et efficace.

32 ALCOOL ET DROGUES

32.1 L'Entrepreneur doit s'assurer que ses employés, tous ses sous-traitants et leur personnel sont tenus de se présenter au travail sans être sous l'influence de l'alcool ou de drogues, notamment les Produits du cannabis, et le restent tout au long de leur journée de travail, afin de pouvoir s'acquitter de leurs fonctions d'une manière sécuritaire et satisfaisante.

32.2 L'Entrepreneur, son chef de chantier et/ou son superviseur doivent respecter et s'assurer que tout leur personnel, leurs sous-traitants et le personnel de leurs sous-traitants respectent la politique suivante en vigueur au Musée :

1. Afin d'assurer la sûreté et la sécurité de toutes les personnes, la consommation d'alcool et de drogues, notamment les Produits du cannabis, est strictement interdite dans tous les Locaux du Musée.

2. Tout employé se présentant au travail incertain quant à ses facultés, soit qu'il soupçonne pouvoir être sous l'influence de l'alcool ou de drogues, notamment les Produits du cannabis et/ou les Médicaments sur ordonnance, doit en aviser son superviseur. L'Entrepreneur doit relever cet employé de ses fonctions et la confidentialité sera respectée et maintenue dans la mesure du possible.

3. Tout employé qui soupçonne qu'un collègue travaille sous l'influence de l'alcool ou de drogues, de Produits du cannabis, de Médicaments sur ordonnance ou de Drogues illicites doit immédiatement en aviser son superviseur. Toutes les mesures seront prises pour assurer la confidentialité de ces rapports.

4. Il est strictement interdit à tout employé de trafiquer, de fournir, de produire, de vendre, d'échanger, de fabriquer, de distribuer ou de mettre en vente de l'alcool, des drogues, notamment des Produits du cannabis, ou de faire usage de Drogues illicites ou de faire usage abusif de drogues comme les Médicaments sur ordonnance dans les Locaux du Musée à tout moment.

5. Lorsqu'un employé croit avoir ou peut avoir une dépendance à l'alcool ou à la drogue qui interfère ou pourrait nuire à sa capacité de travailler en toute sécurité et de manière productive, et de se conformer à toutes les politiques du Musée, il doit en informer immédiatement son superviseur.

6. Le personnel ne respectant pas ces règles sera escorté aux frais de l'Entrepreneur en dehors des locaux du Musée.

Une violation de l’article 32 entraînera des conséquences pouvant aller jusqu’à la résiliation du Contrat.

33 MILIEU DE TRAVAIL SANS FUMÉE

33.1 L'Entrepreneur, son chef de chantier et/ou son superviseur doivent respecter et s'assurer que tout leur personnel, leurs sous-traitants et le personnel de leurs sous-traitants respectent la politique suivante en vigueur au Musée:

1. Il est interdit de Fumer dans les Espaces intérieurs et extérieurs appartenant au Musée (Voir plan à l’Annexe 1).

2. Cette politique couvre l'utilisation de tout produit se fumant, y compris les cigarettes électroniques, les cigares, le tabac et ses dérivés ainsi que le cannabis et ses dérivés ou tout autre produit fumable. Elle vise à rendre l'environnement de travail du Musée plus sain. Elle s'appliquera à toutes les personnes qui y travaillent ou qui les visitent.

3. Le personnel ne respectant pas ces règles sera escorté aux frais de l'Entrepreneur en dehors des locaux du Musée.

Une violation de l’article 33 entraînera des conséquences pouvant aller jusqu’à la résiliation du Contrat.

Définitions relatives aux clauses 32 et 33:
Médicaments sur ordonnance : désigne un médicament, un stupéfiant ou une substance qui a été dûment autorisé par un professionnel de la santé accrédité et autorisé par la loi d’une province à exercer la médecine et/ou à dispenser ces médicaments.

Drogues illégales : drogues et autres substances interdites ou restreintes en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances ou de son règlement d’application, tel que modifié de temps à autre, et en vertu de toute autre loi et de tout autre règlement connexes.

Il s’agit également de médicaments sur ordonnance dont l’utilisation ou la possession n’a pas été dûment autorisée par un professionnel de la santé autorisé par la loi d’une province à exercer la médecine et à dispenser ces médicaments.

Produits du cannabis : désigne le cannabis sous quelque forme que ce soit, notamment ses préparations et ses dérivés, que son usage ou sa possession ait été dûment autorisé ou non par un professionnel de la santé autorisé par la loi d’une province à pratiquer la médecine et/ou à distribuer ces produits.

Influence de l’alcool ou de drogues : les symptômes d’influence peuvent comprendre, sans toutefois s’y limiter, une altération des capacités mentales, des troubles de l’élocution, des difficultés à maintenir l’équilibre, un mauvais comportement et des changements de personnalité, des étourdissements, des troubles moteurs, une augmentation du volume de la voix, un comportement exagéré, une rougeur des yeux, une somnolence et toute autre anomalie comportementale.

Locaux du Musée : bâtiments du MCH et du MCG, incluant, mais sans s’y limiter tous les espaces du complexe MCH et du MCG, notamment les bureaux, les aires de réception, les halls, les corridors, les couloirs, les cages d’escalier, les salles de toilettes, les aires de stationnement intérieures, les cafétérias, les salles à manger, les salons, les véhicules institutionnels et toutes les zones ouvertes au public des sites des Musées.

Bâtiments du CMH et du MCG : comprend le complexe du Parc Laurier, à Gatineau, et le complexe du Musée canadien de la guerre, à Ottawa.

Espaces intérieurs : tous les espaces à l’intérieur du complexe MCH et du MCG, notamment les bureaux, les aires de réception, les halls, les corridors, les couloirs, les cages d’escalier, les salles de toilettes, les aires de stationnement intérieures, les cafétérias, les salles à manger, les salons et les véhicules institutionnels.

Espaces extérieurs : tous les endroits ouverts appartenant ou loués par les MCH et MCG, incluant les stationsnements extérieurs.

Personnes : les personnes qui travaillent et visitent les lieux, notamment les employés, les stagiaires, les bénévoles, les étudiants, les associés en recherche, les boursiers, les chercheurs invités ou résidents, et les visiteurs.

Fumer : le fait de tenir ou d’avoir le contrôle d’un produit allumé ou d’un dispositif, y compris les dispositifs sans fumée, contenant un produit allumé.

34 COLLABORATION AVEC D’AUTRES EXPERTS-CONSEILS ET ENTREPRENEURS

34.1 Le Musée se réserve le droit de conclure des contrats distincts avec d’autres entrepreneurs dans le cadre du projet en cours, aux fins de la réalisation d’un ouvrage qui peut constituer une partie du projet de l’Entrepreneur ou d’un projet du personnel du Musée.

34.2 Si d’autres personnes doivent être dépêchées sur le chantier, l’Entrepreneur doit, conformément aux directives du Musée, leur donner accès au chantier et collaborer avec eux à l’exécution de leurs devoirs et obligations. Le Musée s’engage à tout mettre en œuvre pour éviter les conflits de travail et autres formes de différends à l’égard du projet découlant des travaux d’autres entrepreneurs collaborant au même projet.

34.3 Quand des contrats distincts sont conclus pour différentes parties d’un projet, ou si une partie des Travaux est confiée au personnel du Musée, le Musée doit :
.1 assurer la coordination du travail accompli par son personnel et celui qui est accompli en application des contrats distincts ou du présent Contrat;

.2 veiller à ce que soient souscrites les protections d’assurance, aux mêmes conditions, prévues à la clause 20 ou dans les conditions générales subséquentes qui peuvent modifier la clause en vigueur selon l’état des Travaux décris dans le Contrat conclu avec l’Entrepreneur.

34.4 L’Entrepreneur peut être tenu de coordonner son propre travail avec celui d’autres experts-conseils ou entrepreneurs engagés par le Musée ou celui des employés du Musée. Par ailleurs, il est possible que des liens soient établis entre les Travaux effectués par l’Entrepreneur et des travaux subséquents tels qu’il est énoncé dans le Contrat. Si des modifications doivent être apportées à la portée de l’ouvrage aux fins de la planification et de l’exécution de la coordination et de la mise en lien, l’Entrepreneur devra obtenir une autorisation à cet effet auprès de l’Autorité contractante.

34.5 L’Entrepreneur doit rendre compte par écrit des défauts relevés dans les travaux des autres experts-conseils ou entrepreneurs à l’Autorité responsable du projet du Musée et, selon le cas, aux experts-conseils ou aux entrepreneurs. Le défaut par l’Entrepreneur de signaler les défectuosités aura pour effet d’annuler toute réclamation au Musée à l’égard de défauts relevés dans les travaux d’autres experts-conseils ou entrepreneurs, sauf si l’Entrepreneur ne pouvait raisonnablement en avoir connaissance.

35 OBLIGATIONS SOLIDAIRE ET INDIVISIBLE

35.1 Si deux entrepreneurs ou plus sont liés au Musée au titre des conditions du Contrat, leurs obligations sont solidaire et indivisibles.

35.2 Si un seul entrepreneur est lié au Musée au titre des conditions du Contrat, ses obligations sont indivisibles.

36 COMPTES

36.1 L’Entrepreneur doit :

.1 tenir des comptes et des registres des coûts engagés pour exécuter le Contrat;

.2 conserver pendant six (6) ans à compter de la fin de l’année civile au cours de laquelle le Contrat a été résilié ou mené à terme les documents attestant des coûts (comptes, registres des coûts et autres documents), à moins d’avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Musée de disposer de ces comptes;

.3 remettre sur demande au Musée les documents énoncés en 36.1.2 et autoriser le Musée à les examiner, les vérifier et à en tirer des copies et des extraits.

37 FACTURATION

37.1 Le Musée ne versera aucun montant payable prévu au Contrat tant que l’Entrepreneur ne lui aura pas soumis de facture conformément au calendrier des paiements. Toutes les factures doivent comporter bien en vue le numéro du Contrat et être soumises par écrit au Musée, à l’adresse suivante :

Musée canadien de l’histoire  
Comptes créditeurs  
100, rue Laurier  
Gatineau (Québec) K1A 0M8  
payables@museedelhistoire.ca

37.2 L’Entrepreneur doit soumettre une facture, à son nom, pour chaque livraison ou expédition; les factures doivent s’appliquer uniquement au Contrat. Chaque facture doit indiquer si elle couvre la livraison partielle ou définitive en plus d’afficher les éléments suivants :

.1 les renseignements sur les dépenses (nom de l’article, quantité, unité de distribution, prix unitaire, taux horaires, nombre d’heures, sous-traitances, majoration de prix, le cas échéant), conformément aux modalités de paiement, à l’exclusion des taxes applicables;
.2 les déductions correspondant à la retenue de garantie, s’il y a lieu;
.3 le report des totaux, s’il y a lieu; et
.4 s’il y a lieu, le mode d’expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d’expédition et tous les autres frais supplémentaires.

Les taxes applicables seront indiquées sur des lignes séparées sur chaque facture. L’Entrepreneur doit apposer sur chacune de ses factures ses numéros d’inscription aux fins des taxes applicables.

37.3 Honoraires

.1 Le Musée versera à l’Entrepreneur, en contrepartie des services, un montant calculé en conformité avec les dispositions du Contrat.

.2 Seuls les honoraires de l’Entrepreneur pour des services demandés par le Musée sont payables. Le paiement d’honoraires portant sur l’exécution de services ou d’une partie de ceux-ci ne constitue pas une renonciation par le Musée à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou des dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l’Entrepreneur.

.3 Le montant maximum payé en vertu du Contrat, y compris les honoraires et débours, ne peut dépasser la somme mentionnée dans le Contrat sans l’autorisation préalable écrite de l’Autorité contractante.

37.4 Fixation des honoraires à verser pour les services

.1 Les honoraires à verser à l’Entrepreneur pour les services décrits dans le Contrat doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes décrites dans le Contrat :

   a. Honoraires fixes – Les honoraires fixes peuvent être sous forme d’un prix forfaitaire ou d’un montant établi en fonction des prix unitaires fixes multipliés par un certain nombre d’unités de produits à livrer selon le montant précisé dans le Contrat.

   b. Honoraires fondés sur le temps – Les honoraires fondés sur le temps peuvent être sous forme d’honoraires de départ maximums ou d’honoraires budgétisés.

      i. Les honoraires de départ maximums s’appliquent lorsque l’Entrepreneur est tenu d’exécuter les services tout en respectant ces honoraires, sauf si des changements sont apportés à la portée des travaux, augmentant ainsi le niveau d’effort requis.

      ii. Les honoraires budgétisés s’appliquent lorsque la portée des travaux n’est pas bien définie et que le Musée souhaite disposer d’une enveloppe budgétaire.

.2 L’Entrepreneur doit rémunérer son personnel selon les taux horaires prévus dans la proposition de prix de l’Entrepreneur. Ces taux doivent comprendre les coûts salariaux, le coût salarial indirect, les profits, les frais généraux administratifs, les débours, les frais de déplacement et tous les frais de coordination des sous-experts-conseils ou des sous-traitants.

.3 Seuls ces tarifs seront payables à l’Entrepreneur et devront s’appliquer à toutes les phases du Contrat.

37.5 À la demande du Musée, l’Entrepreneur doit fournir une déclaration solennelle attestant qu’il a versé les montants demandés par les sous-experts-conseils ou les sous-traitants.

37.6 Les factures soumises au Musée seront réglées à la plus tardive des deux dates ci-dessous :

   .1 dans les trente (30) jours suivant la date d’achèvement des Travaux aux termes du Contrat;

   .2 dans les trente (30) jours qui suivront la date de réception de la facture et des pièces justificatives aux termes du Contrat.

   Remarque : La période de paiement peut être ajustée en fonction des escomptes proposés par l’Entrepreneur.

37.7 Le Musée dispose de trente (30) jours pour signaler son insatisfaction à l’Entrepreneur quant au contenu de la facture ou d’une pièce justificative. L’Entrepreneur doit alors fournir des explications
aussitôt que possible après avoir été informé de l’insatisfaction du Musée. Le Musée peut retenir le paiement jusqu’à ce qu’il ait reçu une explication satisfaisante de l’Entrepreneur.

38 TAXES

38.1 Aux montants payables s’ajoutent la taxe de vente provinciale ainsi que la taxe sur les produits et services, de même que toute autre taxe applicable aux Travaux à exécuter.

38.2 Les taxes applicables seront payées par le Musée, conformément à la section Facturation à l’article 37. Il appartient uniquement à l’Entrepreneur de facturer les taxes applicables au taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L’Entrepreneur devra verser aux autorités fiscales appropriées tous les montants des taxes applicables qui ont déjà été perçus ou qui sont exigibles.

38.3 L’Entrepreneur n’a pas le droit de bénéficier des exonérations fiscales du Musée en ce qui concerne toute taxe, y compris les taxes de vente provinciales, sauf disposition contraire prévue par la loi. L’Entrepreneur doit payer les taxes de vente provinciales, les taxes accessoires et toute taxe de consommation en vigueur sur les biens et services taxables utilisés ou consommés dans l’exécution du Contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

38.4 Retenue fiscale de 15 % – Agence du revenu du Canada

En vertu de la Loi de l’impôt sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et du Règlement de l’impôt sur le revenu, le Musée doit retenir 15 % du montant à payer à l’Entrepreneur pour des services rendus au Canada si l’Entrepreneur est non résident, à moins que ce dernier obtienne une dérogation valide auprès de l’Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l’Entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par l’Agence du revenu du Canada.

39 DROIT DE COMPENSATION

39.1 Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Musée peut utiliser en compensation de tout montant payable à l’Entrepreneur en vertu du Contrat, tout montant payable au Musée par l’Entrepreneur en vertu du Contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Musée peut, en effectuant un paiement en vertu du Contrat, déduire du montant payable à l’Entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Musée, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Musée.

40 FACULTÉ DE RÉSILIATION DU MUSÉE

40.1 Le Musée se réserve le droit, en tout temps et moyennant avis de dix (10) jours à l’Entrepreneur, de résilier ou de suspendre le Contrat pour ce qui est de la totalité ou d’une partie des Travaux non achevée.

40.2 Si l’Entrepreneur n’a d’aucune façon violé le Contrat, le Musée réglera tous les Travaux exécutés à sa satisfaction durant la période précédant la remise de l’avis de résiliation, conformément aux dispositions du Contrat. Si aucune disposition du Contrat ne régit les coûts engagés par l’Entrepreneur, le Musée le défrayera selon ce qu’il juge approprié.

40.3 Pour avoir droit au règlement et au remboursement, l’Entrepreneur devra démontrer qu’il a réellement engagé les coûts et les dépenses imputés, qu’ils sont justes et raisonnables et attribuables à la résiliation ou à la suspension de la totalité ou d’une partie du Contrat.

40.4 L’Entrepreneur ne peut prétendre à des dommages-intérêts, à une indemnité, à une compensation pour perte de profit, à une allocation ou à nul autre dédommagement en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis signifié par le Musée en vertu des dispositions du présent article, sauf dans les cas prévus expressément au Contrat.

41 MODIFICATIONS AUX DESSINS OU AUX SPÉCIFICATIONS PAR LE MUSÉE

41.1 Le Musée se réserve le droit d’exiger des modifications aux dessins et devis quand il le juge approprié. À moins d’objection raisonnable de l’Entrepreneur à cet égard, tous les dessins classifiés fournis ou les Travaux exécutés subséquemment par l’Entrepreneur ou un sous-expert-conseil ou sous-traitant
 Conditions générales – Ver. 1.1 – Mars 2021

subséquent doivent être modifiés en conséquence, et les prix ainsi que les délais de livraison seront ajustés selon ce qui est convenu entre les parties. Cependant, l’Entrepreneur, un fournisseur, un sous-entrepreneur ou un sous-traitant subséquent ne pourra demander d’ajustement de prix pour des produits fabriqués à des fins commerciales.

42 SUSPENSION DES TRAVAUX ET MODIFICATION DES SPÉCIFICATIONS PAR LE MUSÉE

42.1 Le Musée peut en tout temps ordonner la suspension de l’ensemble ou d’une partie des Travaux décrits dans le Contrat et apporter des modifications, des changements ou des ajouts aux spécifications, modifier les méthodes d’expédition et d’emballage ainsi que changer la date ou le lieu de la livraison. L’Entrepreneur doit se conformer immédiatement à toutes les directives du Musée à cet égard. Si la suspension, les modifications, les changements ou ajouts aux Travaux ont pour effet d’augmenter ou de diminuer les coûts afférents, le prix du Contrat sera rajusté en conséquence, mais l’Entrepreneur ne sera toutefois en aucune façon dédommagé pour les manques à gagner envisagés; les écarts négligeables dans les coûts ne seront pas pris en compte.

43 SIGNATURE DU DOCUMENT

43.1 Un exemplaire télécopié, numérisé ou électronique du Contrat et des documents connexes liera les parties.

44 EXEMPLAIRES

44.1 Le Contrat peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun des exemplaires signés aura force obligatoire pour les parties, même si les parties ont signé des exemplaires différents.

45 INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

45.1 Les présentes constituent l’intégralité du Contrat conclu entre les parties et remplace les ébauches, les conventions, les arrangements, les ententes, les négociations et les discussions antérieures survenus verbalement ou par écrit entre les parties relativement au même objet. En signant le Contrat, chaque partie reconnaît qu’elle ne dispose d’aucun recours relativement à toute déclaration ou garantie (involontaire ou par négligence) non prévue au Contrat. Aucune des parties ne peut faire de réclamation au titre d’une déclaration inexacte faite par négligence ou d’une assertion inexacte faite de bonne foi concernant l’une des dispositions du Contrat. Rien dans la présente clause ne limite ni n’exclut la responsabilité en cas de fraude.

46 DIVISIBILITÉ

46.1 Si un article, un paragraphe, un terme ou toute autre partie du Contrat est déclaré illégal, invalide ou inexécutoire, il sera radié et considéré comme ne faisant plus partie du Contrat. L’invalidité de toute disposition du Contrat ne portera aucunement atteinte aux autres dispositions.

47 LANGUE DU CONTRAT

47.1 Le Contrat sera rédigé en français ou en anglais, selon la préférence des parties aux présentes.

48 LANGUES OFFICIELLES

48.1 Si, pour exécuter les Travaux, l’Entrepreneur doit fournir des services et transmettre des communications au public dans un endroit où la demande justifie la prestation des services dans les deux langues officielles, soit l’anglais et le français, l’Entrepreneur devra se conformer à la Loi sur les langues officielles.

49 POUVOIRS DU MUSÉE

49.1 Le Musée est l’agent de Sa Majesté la Reine du chef du Canada à toutes les fins du Contrat. Aucune disposition ou absence de disposition dans le Contrat ne peut restreindre les droits ou les pouvoirs conférés à Sa Majesté ou au Musée par une loi du Parlement du Canada ou autrement. Les droits et les pouvoirs conférés par le Contrat ou autrement au Musée sont cumulatifs et non limitatifs.
50 DÉFAUT D’EXÉCUTION – RENONCIATION

50.1 Le défaut du Musée d’exercer ou de faire exécuter un droit que lui confère le Contrat ne peut être assimilé à une renonciation à ce droit ni empêcher l’exercice ou la protection de ce droit à aucun moment par la suite, sauf si cette renonciation est confirmée par un écrit spécifique émanant de l’Autorité contractante.

51 MODIFICATIONS

51.1 Pour être valides, les modifications au Contrat doivent être effectuées par écrit et signées par les deux parties.

52 AVIS

52.1 Aux fins du Contrat, les parties doivent transmettre par écrit leurs avis, leurs demandes, leurs instructions ou toute autre forme de communication s’adressant à l’autre partie, sauf en cas de disposition contraire, et les remettre en personne, par courrier recommandé ou par voie électronique à la partie qui en est le destinataire, à l’adresse donnée ci-dessous. Les avis, les demandes, les instructions ou autres formes de communication transmis par courrier recommandé seront réputés avoir été reçus au moment où le destinataire accusera réception de l’envoi postal. S’ils sont transmis en personne ou par voie électronique, ils seront réputés avoir été reçus à la date de la livraison ou de la transmission. Les parties peuvent modifier leur adresse par avis, conformément à la présente disposition.

À l’Entrepreneur : Selon ce qui est stipulé au Contrat.

Au Musée :

| À l’Autorité responsable du projet pour les questions liées aux Travaux, selon les dispositions du Contrat. |
| À l’Autorité contractante pour les questions d’un autre ordre, selon les modalités du Contrat. |

53 LOI APPLICABLE

53.1 Sauf disposition contraire, le Contrat est régi par les lois en vigueur sur le territoire où les Travaux sont exécutés et interprété en vertu de celles-ci.

54 DISTRICT JUDICIAIRE

54.1 En cas de litige, le district judiciaire compétent est celui où les Travaux sont exécutés ou devaient être exécutés.

55 LITIGES

55.1 Toute réclamation faite par l’Entrepreneur au Musée en ce qui a trait au Contrat doit être signifiée par écrit à l’Autorité contractante dans les trente (30) jours suivant l’événement à l’origine de la réclamation. L’Autorité contractante rendra sa décision par écrit dans un délai raisonnable, suivant les règles du Musée en vigueur et compte tenu de facteurs tels que l’ampleur et la complexité de la réclamation ainsi que la pertinence de l’information et des pièces à l’appui fournies par l’Entrepreneur à l’égard de cette réclamation. Il n’est pas nécessaire d’appuyer la réclamation sur des constatations de faits précis, mais si de telles constatations sont avancées, elles n’auront pas pouvoir d’engager le Musée en cas d’un éventuel procès.

55.2 La décision de l’Autorité contractante à l’égard de la réclamation est irrévocable, mais elle peut faire l’objet d’une révision par un tribunal compétent. Dans l’attente d’une décision d’un tel tribunal, le Musée peut exiger, malgré la réclamation en instance, que l’Entrepreneur poursuive diligemment l’exécution de l’ouvrage aux termes du Contrat et conformément à la décision de l’Autorité contractante.

55.3 Nonobstant les autres dispositions du présent article, l’Entrepreneur et le Musée peuvent convenir mutuellement de régler la réclamation de l’Entrepreneur par un mode non conventionnel de résolution des différends.